

Avoir les outils pour analyser les événements économiques qui se passent en ce moment et les réponses qu'on peut leur donner.

Deux parties : éléments d'analyse et la logique d'ensemble de nos propositions

Sur la première partie

La crise

On est vraiment dans une période de crise. On a connu, depuis 30 ans maintenant, le déferlement de réformes néolibérales sur l'ensemble de l'économie mondiale, y compris en France à partir de 1983. On avait un peu l'impression que ce système, s'il était féroce, injuste, carnassier, etc... malgré tout, il fonctionne.

Mais maintenant, on s'aperçoit que ce qui est en train de se passer depuis l'été 2007 et particulièrement la rentrée de 2008, est très violents.

Sur les cinq grandes banques de marché qui étaient des institutions des Etats-Unis et de l'économie mondiale, il y en a une qui est carrément en faillite c'est Leaman Brothers qui n'existe plus, il y en a trois qui ont été rachetées par des grosses banques généralistes, et il n'en reste plus qu'une Goldman Sachs. C'est vraiment une autre époque qui commence à Wall Street.

La plus grande compagnie d'assurances du monde : AIG a presque fait faillite et a été sauvée in extremis, et on voit des gouvernements comme le gouvernement américain, le gouvernement anglais, le gouvernement allemand qui ne sont pas spécialement socialistes se mettre à nationaliser des banques et des institutions financières. Il se passe vraiment quelque chose de très grave avec des conséquences qui commencent à se manifester. Les chiffres du chômage ont déjà commencé à remonter et c'est un petit aperçu de la profonde dégradation économique qui est en train de se préparer avec des prévisions économiques toutes plus pessimistes les unes que les autres, en particulier pour la France et la zone euro.

Hier le FMI annonçait un recul de 0,5 % du produit intérieur brut annoncé pour l'année prochaine. Que va-t-il se passer l'année prochaine ? En tout cas, il y a une situation très grave.

Le facteur déclenchant de la crise.

Quelles sont les origines de cette situation ? Tout le monde a entendu le roman des ménages américains qui jettent l'argent par les fenêtres, qui s'endettent, qui prennent les prêts déraisonnables pour acheter leur logement, qui font des hypothèques, qui rechargent leur hypothèque pour emprunter encore plus, qui se laissent embobiner par des banquiers peu scrupuleux et qui au bout d'un moment, n'arrivent plus à rembourser leurs échéances et dont on dit qu'ils sont à l'origine de la crise qui touche l'ensemble de la planète.

Je pense que cela est une histoire un peu romancée, un peu simpliste par rapport à la réalité.

En fait que c'est-il passé ? Il y a eu un phénomène de spéculation sur le mètre carré aux États-Unis comme dans la plupart des autres pays du monde d'ailleurs. Mais les origines peuvent être tracées assez précisément dans la politique monétaire des Etats-Unis., c'est le résultat de toute une série d'enchaînement antérieur. Il y a eu effectivement des phénomènes de spéculation proprement dite.

C'est ce qu'on appelle la titrisation. C'est le terme désormais célèbre qui signifie que les banques font des prêts à des particuliers pour que les particuliers achètent leur maison. Cela représente au niveau de chaque prêt une somme qui n'est pas énorme pour les banques mais elles en font un paquet qui représente 10 ; 20 ; 100 ; ou 10 000 prêts dans une espèce de produits aménagés. Ce paquet de crédits immobiliers était représenté autrefois par un papier. Maintenant, c'est l'enregistrement électronique d'un titre, un titre de dettes. Et donc ils vendent le titre, le paquet de crédits, à un spéculateur professionnel. Mais pourquoi le spéculateur achète ce paquet de crédits ? Et bien parce que c'est un paquet qui peut rapporter puisque les gens qui se sont endettés vont payer des intérêts. Mais c'est aussi un risque parce que les gens qui se sont endettés risquent de ne pas pouvoir rembourser. La valeur de ce paquet peut donc évoluer dans le temps en fonction que les probabilités de faillite des emprunteurs sont plus ou moins grandes.

Donc si ça peut bouger dans le temps, si c'est un titre qui se négocie sur les marchés financiers, alors on peut spéculer, on peut faire un pari sur l'évolution future du paquet de titres, du paquet de crédits immobiliers.

C'est ce qu'ont fait ces organismes spécialistes dans la spéculation. Ils ont spéculé. Tant que le marché montait, tant que le prix du mètre carré montait, tant que les gens étaient en état de rembourser, tout allaient bien, tout le monde gagnait de l'argent. Puis en 2006, les prix ont arrêté de monter. Ils ne baissaient pas encore mais du fait qu'ils ne montaient plus, bien des paris sur l'avenir ne se sont pas réalisés. Les spéculateurs qui avaient parié sur une forte hausse du cours des crédits subprimes et des crédits de l'immobilier en général ont perdu leur pari. Ils se sont retournés vers leurs banques parce que ces spéculateurs sont des gens qui travaillent à crédits en empruntant aux banques, l'argent dont ils se servent. Ne pouvant pas faire face à leurs échéances, ils se sont donc tournés vers leur banque pour réemprunter de l'argent. Si ces spéculateurs faisaient faillite, ils ne pouvaient rembourser leurs banques. Pour éviter que cela arrive, dans un premier temps, les banques ont continué à prêter aux spéculateurs.

Quand ça casse

Mais il arrive un moment où cela devient dangereux. Donc, le 7 août 2007, la BNP Paribas, qui comme son nom ne l'indique pas, était engagée dans ces opérations immobilières, aux États-Unis a dit stop. Mon fonds spéculatif est en difficulté, j'arrête toutes les opérations sur fonds spéculatifs.

Cela a été la panique générale. Qu'une banque avoue qu'elle était en difficulté, les autres auxquelles elle devait de l'argent ont craint de ne pas être payées. Et donc la **Bank of America** à qui la BNP doit de l'argent craint un problème, mais la Hong Kong Shanghai banque à qui la **Bank of America** doit de l'argent craint aussi les problèmes, et, de proche en proche, tout le système financier occidental a été touché par la crise.

Pourquoi ce bref rappel des événements ? Surtout pour mettre en évidence que si tout ceci s'est produit, c'est parce que la petite crise particulière du crédit immobilier américain s'est produit dans un monde financier complètement intégré, complètement mondialisé, complètement dominé par les marchés financiers. De ce fait les banques sont impliquées dans tous les accidents qui arrivent sur les marchés financiers.

Un peu d'histoire

La période où il était intéressant d'emprunter

Depuis 30 ans, nous vivons dans un régime économique où la taille et le pouvoir des marchés financiers se sont accrus de façon absolument démesurée. Cela a commencé en 1979 aux Etats-Unis avec une décision de politique monétaire pour favoriser les rentiers et ceux qui avaient un patrimoine financier, aux dépens de ceux qui empruntent. Les taux d'intérêt à court terme ont beaucoup augmenté parce que la banque centrale l'a voulu et du coup on a changé d'époque à ce moment-là. Jusqu'à la fin des années 70, il était intéressant d'emprunter parce qu'il y avait l'inflation. C'est ainsi que les gens ont pu acheter leur maison sans difficulté. Ils avaient des traites à payer mais ce n'était pas douloureux parce que les salaires montaient plus vite que les taux d'intérêt qu'ils payaient. Ça marchait très bien mais ne pouvait pas durer éternellement.

La période où il devient intéressant de prêter

Il s'est trouvé qu'à partir de 1980, 1979 aux Etats-Unis et 1983 en France, les règles du jeu ont changé. Là ce n'était plus du tout intéressant d'emprunter parce que les taux d'intérêt étaient beaucoup plus élevés que l'inflation. Cela devenait beaucoup plus intéressant au contraire de prêter.

Il vaut mieux avoir de l'argent, avoir une fortune et la placer sur les marchés financiers. Ça rapportait beaucoup plus et c'est comme ça qu'on a vu se développer la spéculation sur les actions, les obligations d'état et tous les produits qui servent à gérer la spéculation, les produits dérivés les **swap**, les options etc. il y a une imagination sans limite des financiers.

Cela se voit de deux façons :

d'une part par l'augmentation de la taille des marchés financiers absolument démesurée. Les statistiques trouvées sur le site de l'organisation internationale des bourses de valeur remontent à 1990 et permettent une comparaison entre le niveau de la richesse mondiale produite chaque année par l'économie mondiale : le PIB mondial, calculé par le fonds monétaire international et le total des actions et des obligations qui sont négociées sur toutes les bourses du monde. Ce qui est intéressant c'est l'évolution dans le temps.

Si on part d'une base 100 en 1990, le PIB mondial base 100 en 90 atteint en 2007 180 soit pas tout à fait un doublement en 18 ans. C'est honnête, la croissance mondiale a été relativement importante surtout dans les pays émergents : la Chine, l'Inde et les États-Unis.

Mais dans le même temps, le total des actions et des obligations, la capitalisation boursière de toutes les bourses du monde, est passée d'une base 100 en 1990 à 570. Et cela, malgré le krach de l'an 2000 qui a fait baisser la valeur des actions et obligations. On voit que les valeurs financières se sont accrues de façon démesurée par rapport aux richesses créées par les hommes, principalement les salariés et encore des paysans qui travaillent dans le monde.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Il y a l'augmentation quantitative énorme de la finance mais il y a aussi, derrière, une augmentation des pouvoirs de la finance qui est absolument monstrueuse.

Le pouvoir de la finance

Le monsieur qui a acheté une obligation 100 au début de l'année, veut son rendement à la fin de l'année. Si c'est une obligation il va demander un rendement

de 5 ou 6%, mais si c'est une action, il va demander ses 12 ou 15 % de rentabilité. Cela veut dire que s'il avait 100 au 1^{er} janvier il veut recevoir à la fin de l'année 110 ou 115, et même 120. En même temps, la croissance de l'économie, celle où des richesses réelles sont créées n'est pas de 10, 15 ou 20 %. Le PIB a augmenté péniblement de 4 ou 5 %, et encore, les bonnes années. L'année prochaine, cela risque d'être beaucoup moins.

Cela signifie que la finance, c'est du pouvoir. Quand vous êtes endettés auprès de quelqu'un, vous êtes dans sa dépendance; cela a toujours été comme ça : quand on veut réduire quelqu'un à l'esclavage on l'endette. Le pouvoir du créancier c'est quelque chose d'extrêmement fort. Ces créanciers, ces gens qui ont de l'argent, qui ont le portefeuille financier ont le pouvoir d'exiger le rendement de 10, 15, 20 % qui est la norme sur le marché financier. Non seulement ils ont le pouvoir de faire ça chaque année, mais en plus chaque année, la masse financière à rentabiliser augmente encore davantage. On imagine tout de suite les excès que cela a.

Pour les entreprises, la conséquence, c'est ce qu'on a appelé la dictature des actionnaires. Tous les trois mois, le PDG doit prouver qu'il va faire ces 10 ou 15 % de rentabilité à la fin de l'année. Sinon il est renvoyé et dans ces cas-là il recevra un parachute doré.

Les politiques des gouvernements doivent aussi s'aligner sur ces exigences.

On a des traders par centaine dans les salles de marché, à Paris, à Londres, à New York, Tokyo, Singapour, Hong Kong etc., et dans quelques places de moindre importance qui ont le pouvoir de déplacer des milliards de dollars d'un instant à l'autre et de sceller le sort donc le pouvoir de vie ou de mort sur les entreprises, sur les gouvernements, sur les Etats. C'est ça la dictature de la finance. Et les effets sociaux sont connus : c'est la précarisation des emplois, c'est la pression sur les salaires, c'est la déréglementation du marché du travail, c'est les attaques contre les services publics, c'est tout ce qu'on connaît aujourd'hui et qu'on continue à connaître dans la crise. Le problème est bien là.

Il est démontré que dans cette période de croissance financière dominée par les marchés, la richesse a certes quelque peu augmenté mais la pauvreté a augmenté bien plus fort. L'OCDE a sorti des chiffres il y a une quinzaine de jours qui montrent que dans les pays développés, le taux de pauvreté a augmenté. Il y a donc de plus en plus de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les inégalités ont également fortement augmenté aussi. Sans compter le chômage et la précarité.

Les solutions porteuses du pire

Les solutions qui sont plus ou moins fébrilement recherchées par les gouvernements occidentaux ne visent pas à remettre en cause le système. Il y a l'idée suivant les versions, qu'on va réguler la finance, on va la moraliser, on va la réglementer pour éviter les excès, on va imposer des règles mais on ne remet pas en cause le fait qu'il y a derrière cette dictature de la finance, la volonté de faire le maximum d'argent avec l'argent qu'on a inséré dans le système.

On peut croire les dirigeants du monde occidental quand ils nous disent aujourd'hui que c'est très grave et qu'ils vont tout faire pour empêcher le système financier de s'effondrer. Il faut les croire : ils ont eu vraiment très peur au mois d'octobre parce qu'il y a vraiment un risque d'effondrement de l'ensemble du système financier. Un peu comme ça s'est passé en 1929 avec toutes les conséquences après. D'où les 470 milliards d'euros mobilisés. Ce n'est pas 470 milliards que l'on va sortir de la poche de quelqu'un pour les donner aux banques. C'est de l'argent que l'on va

emprunter sur les marchés financiers pour rassurer les banques et pour pouvoir garantir les prêts qu'elles font.

Les gouvernements emploient les grands moyens : au total 1 700 milliards d'euros mobilisés en Europe, 1 000 milliards aux Etats-Unis et des nationalisations, des plans de relance en préparation avec toutes les contradictions avec le pacte de stabilité de croissance.

Peut-être que ces efforts vont d'ailleurs permettre de sauver le système, financier à court terme. Peut-être même qu'on sous-estime les effets de relance que cela va avoir. Peut-être même qu'on va voir un feu de paille ? C'est difficile de faire des prévisions en ce moment mais il y a eu dans le passé des scénarios qui se sont déroulés comme ça avec une injection massive de pouvoir d'achat dans l'économie qui provoque, pendant un an ou deux, une relance vigoureuse jusqu'à une rechute, une récession très violente.

Cela s'est déjà passé il y a une dizaine d'années et il y a une vingtaine d'années aussi. Admettons que cela se passe comme ça et que l'opération réussisse. Mais il ne faudra pas y croire c'est quand ils reviendront dans six mois, un an, deux ans, pour nous dire : regardez, tout va mieux, tout va bien, on a sauvé l'économie, c'est reparti pour une nouvelle phase de prospérité pour 30 ans où on va avoir de la croissance, de l'emploi, des richesses pour tout le monde. En fait rien ne sera réglé !

C'est déjà arrivé. À la fin des années 90, Raymond Barre qui n'était pas le plus mauvais économiste de France avait dit : la crise est finie. Grâce à la nouvelle économie on va rentrer dans un nouveau cycle Kondratiev. Le cycle Kondratiev dont il était question depuis longtemps dans nos débats et cela a été confirmé par des travaux après lui, avait démontré que l'économie capitaliste connaît des cycles.

C'est une crise du système

Ce sujet est important.

C'est ce qui montre que l'on est dans une crise du système et pas seulement dans une crise de la finance.

L'économie capitaliste a des cycles qui ont plusieurs périodicités. Il y a des petits cycles d'une dizaine d'années qui, en quelque sorte, s'enroulent autour de grands cycles qui durent une soixantaine d'années.

L'économie capitaliste n'est pas quelque chose de planifiée au départ. Elle est le fait d'initiatives individuelles, d'investisseurs, de patrons. Pas de concertation au départ.

L'économie capitaliste part avec quelqu'un qui a de l'argent, la finance est un des rouages essentiels du système.

Donc ça commence par un type qui a de l'argent et qui décide avec cet argent de gagner encore plus d'argent. Il décide de placer cet argent dans l'opération qui va rapporter le plus. Théoriquement l'opération est une opération de production. Avec son argent il achète une usine il achète des machines, il achète des matières premières de l'énergie, du courant électrique, des logiciels, des ordinateurs. Il embauche des salariés, ouvriers, employés..., il fait travailler ses salariés sur les moyens matériels de production qu'il a. Le processus de production produit des marchandises qui ont une valeur. Le capitaliste vend ses marchandises sur un marché. Il en retire donc un chiffre d'affaires. Dans ce chiffre d'affaires, il y a une part qui va aux salaires et le reste il le garde pour lui. Le but de toute l'opération, c'est que le produit soit le plus élevé possible par rapport à l'argent qu'il a avancé au départ. Le calcul, ce n'est pas toujours plus de profits, mais toujours plus de taux de profit. Le rapport entre le profit gagné et l'argent avancé.

Pour arriver à cela, la première chose, c'est déjà d'exploiter au maximum les salariés. qu'on fait travailler. Dans les régimes capitalistes la technique la plus efficace, c'est de toujours investir dans des machines, des moyens de production de plus en plus perfectionnés qui augmentent la productivité du travail.

Les capitalistes ne connaissent pas l'histoire avant. Ils voient que ça marche. Ça marche avec une usine donc on investit dans une deuxième usine. La deuxième usine marche encore mieux que la première avec plus de profits que l'on va investir dans une troisième usine. Mais à un moment donné, il arrive que la quantité de travail exploité, le degré d'exploitation de la force de travail atteint des limites. Il arrive un moment où l'investissement supplémentaire ne va pas rapporter autant que voulu. Et la déception. Suraccumulation du capital. Il y a trop de capital par rapport aux profits possibles. Et ça ce n'est pas supportable pour le capitaliste.

La course au taux de profit

Comment procéder pour faire remonter le taux de profit ? Il arrive un moment où la seule façon de le faire remonter, c'est de détruire une partie du capital. Détruire une partie du capital pour faire remonter le taux de profit rapporté au capital gardé.

Détruire du capital, cela veut dire fermer des usines, licencier des salariés.

La démonstration est caricaturale. Le système capitaliste s'est perfectionné au fil du temps. En particulier, il a trouvé des techniques pour que certains capitaux puissent pomper les profits de ceux qui sont plus faibles. En particulier, les multinationales pompent les profits des PME qui travaillent comme sous-traitants etc. Cela permet d'augmenter les taux de profit de ceux qui pompent.

Ça fonctionne comme ça depuis au moins 100 ans. Il y a aussi les techniques qui consistent à faire travailler du capital public qui ne demande pas un taux de profit très élevé. Ce capital public cède sa part de profit au capital privé. Exemple classique avec EDF qui vendait son électricité moins chère aux multinationales de l'aluminium, donc les profits d'EDF étaient plus bas mais ceux de Péchiney plus élevés. C'est ce qu'on appelle le capitalisme monopoliste d'État.

Le système est très complexe et se perfectionne au fil du temps, au fil de ses crises. Chaque fois qu'il rencontre une crise très profonde il se transforme pour pouvoir continuer à exister et augmenter les taux de profits. Mais les mécanismes fondamentaux de sur-accumulation du capital et de dévalorisations du capital sont toujours là.

Mais comme tout n'est pas prévu à l'avance dans le système, les capitalistes ne prévoient pas le moment de la montée des difficultés et vont toujours au-delà de ce qui est raisonnable. Ils investissent toujours plus qu'il ne faudrait. Donc toujours cette sur-accumulation. Ces phénomènes de sur-accumulation de capital reviennent tous les 8,10 ans.

Les cycles de Kondratieff

Alors on a eu une crise de sur-accumulation en 1991,1993.

1991 aux Etats-Unis et 1993 en Europe, après une brillante reprise des années 90. Une nouvelle crise de sur-accumulation matérielle en 2001- 2002 aux États-Unis, un peu chez nous, ça a commencé un peu avant le 11 septembre et c'est à ce moment-là que ça s'est produit, une récession aux Etats-Unis pareille : suppressions d'emplois, faillites d'entreprises et ensuite une reprise. Et on est dans une reprise depuis les années 2003-2004. Et si cela se passe comme la dernière fois on peut penser que la prochaine récession est plutôt programmée pour 2011-2012. Sauf si la crise actuelle, les turbulences financières précipitent l'échéance. Ce n'est pas

impossible. Mais en tout cas il y aura une récession au plus tard au début de la décennie prochaine. Ça se sont les crises cycliques qui durent une dizaine d'années et qui continuent d'exister de nos jours. Mais ce que Kondratieff a observé c'est que ces petites crises d'une dizaine d'années s'enroulent en quelque sorte autour d'une grande crise qui dure une soixantaine d'années. Pendant 30 ans les reprises sont plus fortes, l'emploi se développe bien, les petites crises cycliques sont moins violentes et on a des périodes d'expansion de l'accumulation du capital avec une très forte augmentation de la rentabilité. Exemple classique c'est les 30 glorieuses entre les années 40 à 60 en Occident. Et après on a une période qui durait aussi une trentaine d'années pendant laquelle les difficultés reviennent, les crises cycliques sont plus fortes, le chômage augmente structurellement, durablement et on a comme exemple la Grande dépression des années 30 ou la période dans laquelle nous sommes entrés depuis le milieu des années 60.

Le capitalisme de monopole

Première remarque, ce sont des choses qui sont toujours valables. On peut retracer le calendrier depuis l'époque de Napoléon en France. La deuxième chose que l'on a observée à propos de ces cycles longs observés par Nicolas Kondratieff, c'est que pour sortir de ces périodes de cycles longs, il faut des transformations structurelles du système. Par exemple l'émergence du capitalisme de monopole où les gros capitalistes exploitent en quelque sorte, captent une partie des profits réalisés par les petits. Ça c'est la façon dont le système est sorti de la crise qu'il a traversée pendant la fin du XIX^e siècle. Pendant le dernier quart du XIX^e siècle, il y a eu une période de dépression qu'on a appelé la Grande dépression. On s'en est sorti avec la montée des énormes trusts financiers, surtout aux Etats-Unis. Ce qu'on a appelé les « barons brigands », les Morgan, les rockfellers ; qui ont constitué les premières multinationales en quelque sorte.

Le capitalisme monopoliste d'Etat

Et c'est en se restructurant comme ça que le capitalisme a pu connaître un nouvel essor jusqu'à la veille de la guerre de 14, qui elle-même a débouché sur une crise dans les années 20 avec la dépression de 29 et de tout ce qui a suivi. Et pour sortir de cette nouvelle crise, le capitalisme de monopole a été obligé de se transformer à son tour pour entrer dans la phase de prospérité suivante.

Quelles sont les transformations qu'il a opérées à cette époque ?

C'est une intervention massive de l'État beaucoup plus massive qu'avant : Nationalisation de certaines entreprises privées comme les chemins de fer en France en 1936 qui a donné la SNCF.

Politique de grands travaux comme Roosevelt aux États-Unis à partir de 1933, Nationalisations de banques comme la BNP et le Crédit Lyonnais et la Société Générale à la libération et nationalisation de la banque centrale, la banque de France en 1946.

Mais dès 1936, le Front populaire retire le pouvoir à la Banque de France aux 200 familles c'est-à-dire aux 200 membres du conseil de régence de la Banque de France.

Ça c'est l'aspect nationalisation mais il y a aussi la construction de systèmes de sécurité sociale.

S'il y a donc à cette époque une transformation, des réformes structurelles du capitalisme qui ont permis d'ailleurs des progrès sociaux considérables, les ministres communistes s'y sont associés pour certains.

En période de crise, retour de la domination de la finance

Mais elles n'ont pas été une sortie du capitalisme. Les contradictions sont revenues progressivement dans les années qui ont suivi et ont conduit à la crise qu'on connaît aujourd'hui.

Dernière remarque sur cet historique du capitalisme : ce qu'on observe, ce qui se passe dans les périodes de difficultés persistantes du capital, c'est le retour de la domination de la finance. C'est-à-dire que les phénomènes que nous connaissons depuis 30 ans avec la domination de la finance, ce sont les phénomènes qui ressemblent à des choses que l'on a déjà connues. Il y a eu la Grande dépression de la fin du XIX^e siècle; et bien cette période-là a été une période qui a connu déjà une période d'expansion considérable de la finance. Avec, on se le rappelle, les financiers avec des gros cigares et chapeaux haut de forme, la spéculation boursière, les scandales dont le scandale de Panama, les krachs bancaires, le krach de l'Union Générale en 1882. C'était une espèce de répétition générale de toutes les crises bancaires que l'on a connue depuis, et qu'on connaît encore aujourd'hui.

Autre exemple typique historique, c'est la crise de 1929 avec effondrement des marchés financiers et effondrement des banques, mais qui faisait suite à une phase d'expansion financière et de spéculation débridée. C'est ce qu'on appelait les années folles.

Ce que nous sommes en train de vivre ressemble à ce qui s'est déjà passé par certains côtés, et le fait que la finance soit au pouvoir dans les crises du capital, ça s'explique puisque la finance est un moyen très fort de restaurer la rentabilité du capitalisme, d'obliger les entreprises à se restructurer, pour relancer la relève du taux de profit.

On comprend donc bien pourquoi la finance revient au premier plan quand le capitalisme est en crise.

Mais alors la question qu'on pourrait se poser, le cycle kondratieff dure 30 ans de prospérité, 30 ans de marasme. Le marasme a commencé au milieu des années 60, ça fait plus de 40 ans que ça dure, la théorie n'est-elle pas fausse ?

Les théories sont toujours plus ou moins vraies, plus ou moins fausses, mais surtout il y a quelque chose de particulier dans l'époque que nous vivons. Si on regarde ces petits cycles d'une dizaine d'années qui s'enroulent sur des grands cycles d'une soixantaine d'années, ils viennent eux-mêmes s'inscrire dans une évolution historique qui, elle, dure des siècles.

A chaque crise, quelque chose de plus

L'histoire ne se répète jamais et ce qui se passe actuellement n'est pas ce qui s'est passé avant. Il y a 70 ans au moment de la crise de 1929. Et ce n'est pas la même chose que ce qui s'est passé au moment du tournant du XIX^e siècle au XX^e siècle. C'est encore autre chose parce qu'il y a des choses qui ont mûri dans le capitalisme.

L'écologie ...

Par exemple la problématique écologique : jamais elle n'a été aussi concrète qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je ne peux pas m'empêcher par snobisme de citer Paul Valéry, qui en 1931 a écrit : « le temps du monde finit commence ». Il était poète, il voyait avant tout le monde.

L'humanité est placée devant un problème, le capitalisme ne peut fonctionner qu'en étendant sans cesse sa sphère de domination, en transformant tout en

marchandises ? C'est vrai depuis le début de l'essor du capitalisme à la sortie du Moyen Âge. Mais on arrive à un stade où l'on voit bien qu'on ne peut continuer comme ça. On a un bien commun de l'humanité qui est l'environnement qui devrait être géré, maîtrisé, contrôlé démocratiquement par tous les êtres humains. Est-ce que c'est tous les êtres humains qui contrôlent ce bien commun de l'humanité ? Non ! C'est quelques patrons de multinationales et quelques traders dans les salles de marché qui décident si on va ouvrir des lignes de charbon, brûler du pétrole ou mettre de l'argent dans la recherche pour trouver des solutions qui permettront de donner de l'énergie à tout le monde sans réchauffer le climat de la planète.

La même chose pour l'eau, la même chose pour les biodiversités, pour le code génétique etc. Il y a donc une contradiction potentiellement révolutionnaire qui remet en cause les bases du capitalisme, la recherche de la rentabilité pour la rentabilité et qui devient concrète pour tout le monde. Ça renforce, ça fait renaître d'une certaine façon, la vieille problématique du socialisme et du communisme qu'on avait au XIX^e siècle en disant : il faut une société et une économie qui soient maîtrisées de façon consciente par les êtres humains.

Et là, on touche du doigt le problème de façon beaucoup plus moderne tout en tirant les leçons des expériences du passé. L'expérience soviétique, du point de vue écologique, n'était pas un modèle donc il ne faudra pas faire pareil.

La révolution informationnelle

Il y a aussi la révolution informationnelle. Il faut l'avoir présent à l'esprit si on veut comprendre à quel point la situation présente est révolutionnaire.

Sans abuser du terme, la situation est révolutionnaire par certains aspects.

Pour que le capitalisme existe, il faut un marché de l'argent, un marché des biens, un marché du travail avec des travailleurs libres qui vendent leur force de travail librement, et qui sont libres de ne pas la vendre et de mourir de faim en tant que chômeur.

Mais il y a aussi une base technologique au capitalisme. C'est ce qu'on a appelé la révolution industrielle. A partir du XVIII^e siècle on invente des techniques qui permettent à la machine de remplacer la main de l'homme et de faire des gains de productivité absolument gigantesques. C'est à la fois une élévation de la richesse pour beaucoup de monde mais surtout une évolution gigantesque des richesses d'un tout petit peu de monde. Le capitalisme repose là-dessus.

Mais aujourd'hui, ce qui est en train de se produire, c'est quelque chose d'encore différent. La machine et les systèmes automatiques plus généralement, commencent à remplacer non seulement l'action de la main de l'homme, mais remplacent aussi certaines opérations du cerveau, de l'esprit humain.

Travailler, produire, avoir une activité, c'est toujours manipuler de la matière, mais c'est de plus en plus manipuler des informations.

Cela suppose une logique économique très différente. Un bien quelconque, une montre, si je l'ai sur moi, vous ne l'avez pas. J'en suis propriétaire. Si c'est une machine-outil, c'est moi le propriétaire et je peux me transformer en capitaliste si je fais travailler des gens sur cette machine-outil.

Mais une information : c'est beaucoup plus difficile d'être propriétaire d'une information. Si je suis propriétaire d'une information, que je la donne à quelqu'un

d'autre, ce quelqu'un d'autre est autant propriétaire que moi. Et moi je suis toujours propriétaire de l'information. C'est très difficile de privatiser une information.

Ils y arrivent partiellement. Les multinationales ont des techniques pour arriver à tirer des profits de la révolution informationnelle. Mais c'est un problème potentiellement. Ça ne renverse pas automatiquement le capitalisme mais cela crée des bases nouvelles pour concevoir des relations économiques qui ne seraient plus fondées sur la propriété privée des moyens de production mais sur le partage.

Un partage des informations, des biens et un partage des coûts pour la production de cette information. C'est donc un principe complètement différent qui se rapproche beaucoup plus de ce que l'on entend dans notre tradition et dans les luttes sociales par communisme.

Une contradiction exacerbée

Tout cela va dans le même sens. On arrive à un stade dans le système où on peut se dire qu'il y a des transformations révolutionnaires qui frappent à la porte parce que le système s'est développé jusqu'à ce degré là. Et ce système fait obstacle à ces transformations. Il y a, à la fois, une nécessité objective qui se fait sentir et sa propre dynamique avec les crises cycliques qui se répètent et qui viennent le fragiliser en ce moment même.

Ça veut dire qu'il y a une opportunité historique pour mener des luttes potentiellement victorieuses pour transformer radicalement le système.

Dans ces conditions, cela permet d'esquisser la logique d'ensemble d'une démarche politique à mener quand on est le parti communiste qui veut transformer radicalement la société, dépasser le capitalisme jusqu'à l'abolir et construire une civilisation supérieure.

Si on est dans cette situation-là où on voit la profondeur de la crise du système et des exigences de changement : crise cela veut dire que les choses ne peuvent pas continuer comme avant et on est dans une situation comme ça dans le capitalisme et alors, qu'est-ce qu'on peut faire ?

S'attaquer aux marchés

Il faut s'attaquer au système dans ses mécanismes profonds ? C'est possible aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'on va décréter que l'on va passer du jour au lendemain du capitalisme au communisme. Cela veut dire que l'on peut, dès aujourd'hui, se battre pour des mesures précises, concrètes, qui ont des effets immédiats mais aussi, qui ont un sens très précis de remise en cause des lois fondamentales du système. Ça c'est possible. Cela veut dire qu'il faut s'attaquer aux grands marchés. Le capitalisme est une société de marchés. Il a comme caractéristique de reposer sur trois grands types de marché plus un qui est le marché mondial.

Le marché des biens et services mondiaux. Le système capitaliste ne vit qu'en étendant le règne des marchandises, en transformant tout en marchandises ou en essayant de le faire et ce marché-là est en crise et donc il y a besoin d'inventer des nouvelles façons de produire. La métaphore la plus parlante est celle du gâteau : les réformistes disent : « il faut changer la part du gâteau il faut que les salariés est une plus grande part du gâteau, et que les financiers aient une plus petite part ». Ces méthodes réformistes qui ont déjà été essayées ne marchent plus aujourd'hui. La social-démocratie est en difficulté. Il faut beaucoup plus que ça. Il faut un gâteau

beaucoup plus gros parce qu'il y a besoin de faire vivre 9 milliards d'hommes sur la planète, sans détruire les ressources naturelles, mais surtout il faut un autre gâteau plus comestible avec une autre recette.

Concrètement d'autres critères de gestion dans les entreprises, d'autres critères de financement des banques, d'autres pouvoirs des salariés et citoyens dans la cité, etc. Ça c'est le marché des biens et services et le rôle fondamental des critères. Il s'agit de remplacer la recherche de taux de profit maximum par d'autres régulateurs économiques et des travaux montrent que l'on peut faire fonctionner des entreprises avec des critères économiques qui s'opposent aux critères de profit et ça marche.

Dans les marchés il y en a un de très particulier, très différent des autres, ne serait ce que d'un point de vue éthique, c'est la force de travail, **le marché du travail**. Ce marché du travail c'est une des bases essentielles du capitalisme. Le capitalisme, c'est la contradiction capitale.

Est-ce qu'il y a des possibilités de dépasser ce marché de travail aujourd'hui ? Dire dépasser ne veut pas dire s'accommoder de lui. Mais le remplacer par quelque chose de mieux. Cette perspective-là est bien résumée par le projet de construction d'un système de sécurité d'emploi-formation. La sécurité emploi-formation telle que nous le concevons au Parti communiste, c'est : chacun a une vie professionnelle en particulier, où on alterne la formation, les phases de production, les phases où on forme les autres en leur faisant bénéficier de son expérience, les phases où on fait de l'activité politique, syndicale, culturelle, sportive, 1 000 choses qui peuvent alterner dans une vie professionnelle mais sans jamais passer par la case chômage. Avec la révolution informationnelle, avec toute une série de transformations qui se déroulent dans la société, les possibilités concrètes de construire l'économie et la société pour rendre ceci possible commencent à apparaître à condition de se battre pour l'imposer.

Donc il y a cohérence entre ça et les nouveaux critères de gestion et il y a une cohérence avec le troisième grand marché qui est **le marché de l'argent**.

Nous sommes dans la crise financière et nous avons des propositions précises à faire. Il s'agit rien de moins que de s'attaquer à la domination des marchés financiers. Arracher le pouvoir économique et social dont disposent les détenteurs de la finance pour que ces pouvoirs soient exercés par les salariés et les citoyens et ce avec des institutions qui s'adaptent à ça.

S'attaquer aux banques

Le moyen le plus efficace pour s'attaquer aux pouvoirs de la finance c'est de s'attaquer aux banques. La finance, c'est fait pour échapper à tout autre critère que la recherche de la rentabilité. Une salle de marché, c'est un endroit où tout autres préoccupations que : « j'ai investi du fric, qu'est-ce qui va me rapporter le plus par rapport à ce que j'ai investi »; toute autre préoccupation est bannie.

C'est intrinsèquement pervers.

Une banque, c'est un peu différent. Les employés de banque, le directeur de l'agence ou du groupe d'agences, si ils veulent bien faire correctement leur boulot, il faut qu'ils connaissent un petit peu le milieu dans lequel ils travaillent. Entre les gens à qui ils vont faire crédit et les gens qui vont déposer leur argent aux guichets, il faut entretenir des interactions. Il faut qu'ils puissent démontrer qu'ils sont utiles à tous ces gens-là. Une banque, a un côté service public. La preuve, c'est qu'on ne paie toujours pas les chèques malgré les nombreuses tentatives. Symboliquement cela a

un sens. Une banque c'est plus sensible à une pression sociale éventuelle. On peut manifester et, on peut séquestrer le directeur de la banque. On peut rencontrer les syndicats des banques qui ont des choses à dire, qui veulent être au service de la population, c'est mieux pour leur propre emploi. La banque est donc une institution publique, sociale, politique, situation assez complexe et intéressante avec pleins de contradictions. Il y a aussi les banques mutualistes créées par des gens qui, il y a 100 ans, voulaient justement échapper à la pression des marchés financiers. Ça ne se voit plus trop maintenant quand on voit ce que sont devenus le Crédit Agricole et les banques populaires, mais quand même.

Des crédits sélectifs

Il y a des contradictions, et là où il y a des contradictions il y a des luttes possibles. Il y a des batailles politiques des rapports de forces que l'on peut construire.

Comment peut-on s'attaquer aux banques ? On peut dire : maintenant ça suffit, que grâce à vos opérations de crédit, vous fassiez croître les marchés financiers. Vous arrêtez de financer la spéculation ! Vous arrêtez d'injecter l'argent dans les salles de marché et de faire monter les prix des actions, des obligations, le prix du mètre carré dans l'immobilier ! Il faut que vous fassiez monter l'emploi, de l'emploi efficace pour créer des richesses qui permettent de financer des salaires, des services publics, de répondre aux besoins sociaux et à la formation, au développement des nouvelles technologies pour que tout le monde en profite.

On voit bien aujourd'hui que les banques baissent la tête, elles ne sont pas fières de ce qu'elles ont fait depuis 30 ans. Elles ont mené les économies mondiales au bord de la catastrophe.

Il faut changer tout ça ! Avoir un autre crédit avec d'autres critères et donc on retrouve les critères des financements qui sont valables sur les marchés des biens et on peut se battre pour l'imposer.

Les propositions qui deviennent populaires dans la crise :

Tout le monde maintenant est pour, où en tout cas beaucoup de gens sont pour un pôle financier public. Effectivement si on a des banques publiques qui ont l'ordre d'obéir à d'autres critères que la recherche de rentabilité maximale, c'est très intéressant. Ils vont aider à orienter l'argent vers des emplois, vers des investissements qui créent des emplois et des richesses, au lieu de faire de la spéculation.

Mais il faut dire ce que l'on met dans ce pôle : il y a la caisse des dépôts - ce qu'il en reste puisqu'elle a été drôlement démantelée depuis 10 ans - il y a la banque postale qu'on ne veut pas laisser privatiser. Il faut faire revenir les caisses d'épargne dans le giron public. On est en train de renationaliser Dexia qui avait été privatisé dans des conditions scandaleuses dans les années 90 et il faudrait reconstituer une banque publique de financement des collectivités locales. Il y a OSEO, aujourd'hui dans le giron de secteur public, qui est spécialisée dans les financements des PME. Qu'est-ce qui nous interdit de revendiquer la nationalisation ou la renationalisation d'un certain nombre de banques stratégique comme BNP Paribas qui est la plus grande Banque de France et peut-être demain d'Europe, et qui a déjà un peu de capital public belge puisque l'État belge a participé à la reprise de Fortis par la BNP.

Il y a deux choses sur cette histoire de Pôle financier public : il y a la tentation de voir la formule magique : il n'y a qu'à nationaliser les banques et tout ira bien.

L'expérience nous a bien appris en 1982 que bien qu'on ait nationalisé 85 % du

système bancaire en France tout n'est pas allé bien. A telle enseigne qu'en 1986, ils ont recommencé à privatiser à tour de bras et que personne n'a été capable de s'y opposer. C'est donc qu'il manquait quelque chose.

Il manquait deux choses : un pôle financier public ça n'a pas de sens pour le plaisir de faire un pôle public. Par doctrine, on nationalise parce que c'est bien. Un pôle public, ça n'existe pas en soit, ça n'existe pas non plus pour telle ou telle mission particulière. Cela n'a vraiment un sens que comme institution au service d'une politique qui donne une priorité au développement de l'emploi et de la formation contre la finance. Alors si c'est ça oui un pôle public financier cela peut marcher.

La démocratie

Deuxième condition. Il faut que cela ne soit pas une affaire de fonctionnaires et de planificateurs qui font les choses en dehors d'une intervention des citoyens. Il faut vraiment de nouveaux pouvoirs pour les salariés à l'intérieur du pôle public financier public, mais aussi autour, car tout de même l'argent des banques c'est notre argent. Donc il y a des institutions que l'on peut créer pour faire pression sur les banques pour contrôler leur action.

Les Fonds régionaux

Deuxième proposition qui fait beaucoup discuter, mais c'est une proposition qui vise précisément à introduire de la démocratie dans le système financier. C'est la proposition des fonds régionaux pour l'emploi et la formation. Comme le pôle public financier, c'est une proposition qui a son origine chez les économistes communistes. Les fonds régionaux, c'est une idée soutenue par les syndicats, surtout la CGT, mais avec des conceptions différentes.

L'idée fondamentale des fonds régionaux, c'est de donner du pouvoir aux citoyens sur les décisions qui déterminent où va le crédit.

Comment ? Il existe, par exemple, un projet dans une PME, soutenu par les salariés de l'entreprise. C'est vrai pour les entreprises moyennes ou grandes. Les salariés se battent pour cette solution industrielle pour développer une production. On a l'exemple de Myris, entreprise qui fabriquait des chaussures il y a une dizaine d'années. L'entreprise était en difficulté, il y avait un plan industriel pour fabriquer des chaussures de bonne qualité, il y avait des clients possibles et il y avait un repreneur possible. Mais aucune banque ne voulait financer pour relancer l'entreprise. Le préfet réunit les banques à Carcassonne à la préfecture avec les syndicats et les repreneurs potentiels en demandant : « qui s'engagent pour financer cette entreprise ? ». Seul le directeur de la caisse d'épargne, banque publique à l'époque, s'est porté volontaire à condition que d'autres banques suivent mais aucune n'a suivi. Le directeur de la Banque de France a quitté la séance en signe de protestation contre le laxisme des banques. On voit le chemin à parcourir pour changer cette situation.

Dans une situation comme ça, avec le Fond régional, il faut des forces qui poussent les banques à se mouiller. Il faut les luttes sociales des salariés concernés, des citoyens concernés. En province, ce sont des choses qui se font, des mobilisations autour d'un bassin d'emploi. Dans ces luttes, les élus peuvent jouer un rôle considérable et parmi ces élus, il y en a qui ont un pouvoir particulier. Ce sont les élus régionaux. Avec la loi de 2004, l'ensemble des interventions économiques des collectivités locales sont sous la responsabilité des régions et les régions ont donc quelques moyens d'actions. Elles les utilisent extrêmement mal. Elles saupoudrent

des aides publiques, des subventions aux entreprises ou des aides en fonds propres pour augmenter le capital. Cela n'a aucune répercussion sur l'emploi, c'est complètement inefficace.

L'idée est donc d'arrêter avec ces subventions aux profits et en revanche, d'utiliser le pouvoir de la région, en appui sur l'élu, pour jouer de la carotte et du bâton vis-à-vis des banques. Si la banque accepte de financer le projet qui permettra de développer l'entreprise avec des emplois et de la formation, la région l'aidera en payant tout ou partie des intérêts du prêt. C'est ce qu'on appelle une bonification d'intérêt. La région pourra aussi aider en posant une garantie à l'emprunt. Ainsi, si par hasard l'opération échouait, la banque ne perd pas d'argent c'est la région qui assure, qui assume le risque. Ce qui est très important, c'est que ce n'est pas la région qui finance des investissements. Le but c'est que ce soit la banque qui fasse son métier, qui finance l'investissement. Par contre on a des outils de politique économique qui permettent de pousser les banques à agir : si elles octroient des crédits pour le développement elles auront des aides. Si elles ne font pas, elles seront sanctionnées. C'est ça la logique du Fonds régional pour l'emploi et la formation.

C'est cohérent avec le pôle financier public. On le met au pied du mur. Le pôle financier public a la responsabilité d'aider au développement des territoires, au développement de l'emploi etc. Il doit donc jouer le jeu dans ces opérations qui seront soutenues par un fonds régional.

Il y a une cohérence d'ensemble.

Agir jusqu'à la BCE

Encore de choses sur l'ensemble des propositions : à partir de ces interventions localisées régionales avec les Fonds régionaux en particulier, on peut toucher très loin, et même toucher jusqu'en Europe la Banque Centrale Européenne.

La BCE représente un problème aujourd'hui : elle est pour une grande part responsable de la crise financière qui vient d'arriver parce qu'elle a autorisé les banques à financer les marchés financiers par sa politique monétaire. Depuis 30 ans c'est surtout la réserve fédérale américaine qu'il l'a fait, mais la BCE a été complice.

Maintenant, la BCE sait très bien que si elle relance la machine, comme elle est en train de le faire, en injectant une masse énorme de liquidités dans le système, elle va donner un nouvel élan à l'incendie financier avec une nouvelle croissance financière. Elle prépare de futures crises encore plus fortes que celle que nous sommes en train de connaître aujourd'hui.

Et la BCE le fait !

Elle aimerait bien arrêter ça, mais d'un autre côté, si elle monte ses taux d'intérêt tout en freinant la création de monnaie, elle peut bloquer l'expansion de la finance. Si elle fait ce choix, elle va très probablement casser la croissance et l'emploi de l'économie européenne.

Alors elle est très embarrassée et la réserve fédérale américaine aussi.

Alors est-ce qu'il y a une possibilité d'en sortir ? La réponse est à notre avis oui !

Mais c'est une autre logique qu'il faut faire mettre en œuvre : une politique monétaire qui soit sélective, qui pénalise les crédits qui vont financer la spéculation financière.

Par contre, il faut encourager les crédits qui vont financer l'emploi la croissance. La BCE a les moyens de faire ça.

Elle peut diversifier ses interventions, utiliser des moyens de pression sur les banques pour obtenir un tel résultat.

Par exemple, on pourrait dire qu'elle va favoriser les crédits qui sont soutenus par un fonds régional pour l'emploi et la formation. Et si les crédits ne sont pas portés par les fonds régionaux, elle doit pénaliser la banque qui fait des crédits pour des choses que nous n'approuvons pas.

C'est une façon de prendre du pouvoir sur la finance. Cela demande des changements, mais on voit que pour cela, les luttes peuvent commencer tout de suite et que le meilleur moyen d'obtenir une révision des traités européens, une révision du statut de la BCE, son contrôle par les parlements, ce serait déjà de monter la pression à travers des situations comme celle-là et de créer dans la société, cette espèce de vaccin contre la finance qui permette de résister.

Voilà donc comment peut intervenir sur les trois grands marchés, le marché des biens avec les nouveaux critères de gestion, le marché du travail avec le système d'emploi et formation, le marché de la finance avec un nouveau crédit.

Sortir de la domination US

Et puis il y a un quatrième marché, c'est le marché mondial, celui où tout le monde se retrouve, où toutes les monnaies, toutes les marchandises se concurrencent les unes les autres et les nations, les multinationales sont en guerre économique dans le régime capitaliste. Cette guerre économique, il est nécessaire, si on ne veut pas aller tous dans le mur, de la pacifier, d'y mettre fin, d'être civilisé et de la remplacer par des relations civilisées entre tous les êtres humains. Sur ce terrain-là et ça rejoint aussi les problèmes de critères de financement, une des causes des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui est que nous sommes pilotés par la puissance hégémonique que sont les États-Unis avec la domination politique, militaire, économique et monétaire. Si tant d'argent est allé se brûler, se gaspiller dans la finance, c'est bien parce que la politique monétaire des États-Unis a encouragé à aller dans ce sens !

Avec une relation très compliquée avec les pays émergents, avec l'Europe, avec l'euro.

C'est bien commode pour l'humanité d'avoir la croissance financière, la stabilité de l'emploi, la sécurité élémentaire. Mais une des causes du mal est que tout ça est suspendu aux décisions de quelques décideurs à très haut niveau, à Washington, au trésor et à la réserve fédérale. Et ça, Barak Obama ne va pas le changer.

Et c'est ce qu'il faudrait par contre, changer. Et par exemple on pourrait changer en remplaçant le dollar monnaie commune mondiale par une vraie monnaie commune mondiale qui soit maîtrisée par l'ensemble des peuples du monde.

Là-dessus, il y a des propositions très concrètes, très pragmatiques.

Le FMI a besoin d'être réformé, tout le monde le dit, tout le monde le sait ! Il y a une réforme qui rencontrera bien sûr des obstacles politiques terribles à mettre en œuvre. Les décisions les plus importantes au fond monétaire international se prennent à la majorité qualifiée de 85 % des voix; or les États-Unis ont 17 % des voix. Il faudrait que la Chine ait par exemple, le nombre de voix qui correspond à sa population.

La monnaie commune mondiale pourrait être émise par le FMI, c'est techniquement possible. Le procédé existe avec les droits de tirages spéciaux.

Pour cette alternative globale au capitalisme sur le terrain de la finance mais aussi sur le terrain de l'emploi, du social, de la société, de l'agriculture, les ingrédients de l'alternative existent partout. Il y a des gens qui luttent pour d'autres critères de gestion, qui luttent pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, qui luttent pour la solidarité internationale, qui luttent pour l'emploi, et pour une autre finance aussi. Les moyens techniques pour construire les institutions nécessaires à une autre société, à une autre civilisation existent.

Ce qui manque, c'est le ciment pour toutes ces forces sociales, qui les rassemble, autour d'objectifs cohérents pour transformer le système.

Ça crée de la cohérence entre les forces sociales pour rassembler et obtenir des changements politiques, maintenant et dans le futur. C'est la raison d'être d'un parti comme le PCF. C'est le cœur des débats que nous avons dans la préparation de notre congrès.